rapports annuels sur les dépenses militaires sont maintenant reçus d'un certain nombre d'Etats Membres,

Considérant qu'une plus large participation au système de publication favoriserait son perfectionnement et accroîtrait, en contribuant à une plus large ouverture en matière militaire, la confiance mutuelle entre Etats,

Considérant que de nouvelles initiatives sont nécessaires pour inciter le plus grand nombre possible d'Etats appartenant à des régions géographiques différentes et représentant des systèmes budgétaires différents à participer à la communication de données sur leurs dépenses militaires au Secrétaire général,

Notant que parmi ces initiatives figure une proposition tendant à convoquer une conférence internationale sur les dépenses militaires,

Notant avec satisfaction que, conformément à la résolution 35/142 B, le Secrétaire général a présenté son rapport sur la réduction des budgets militaires⁷⁶, qui traite, notamment, de la question de la comparaison et de la vérification des dépenses militaires et qui contient plusieurs conclusions et recommandations utiles pour faciliter de nouveaux progrès dans ce domaine,

Considérant également que l'étude de cette question devrait être suivie d'activités pratiques qui permettraient de l'examiner plus à fond afin de faciliter les négociations futures sur la réduction des dépenses militaires,

Soulignant que toutes les activités et initiatives susmentionnées, ainsi que les autres travaux qui sont en cours à l'Organisation des Nations Unies et se rapportent à la réduction des budgets militaires, devraient avoir pour objectif fondamental de faciliter les négociations futures visant à la conclusion d'accords internationaux sur la réduction des dépenses militaires,

1. *Souligne* la nécessité d'augmenter le nombre des Etats faisant rapport, afin d'élargir au maximum la participation des pays appartenant à des régions géographiques différentes et représentant des systèmes budgétaires différents et prie le Secrétaire général d'inviter les Etats Membres à présenter leurs vues et suggestions au sujet des moyens pratiques de parvenir à cet objectif et de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa trente-huitième session, sur les résultats de ces consultations;

2. *Réitère sa recommandation* selon laquelle tous les Etats Membres devraient faire rapport au Secrétaire général tous les ans, avant le 30 avril, en utilisant l'instrument de publication, sur leurs dépenses militaires de l'exercice budgétaire le plus récent pour lequel des données sont disponibles;

3. *Prie* le Secrétaire général de modifier les directives générales de l'instrument de publication de la manière suggérée au paragraphe 59 de son rapport⁷⁶ et de communiquer cet instrument révisé à tous les Etats Membres de façon qu'ils puissent l'utiliser dans leur publication en 1983;

⁷⁶ A/S-12/7. Le rapport a paru ultérieurement sous le titre *Réduction des budgets militaires — Amélioration de la publication et de la comparaison internationales des dépenses militaires* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.83.IX.4).

4. *Prie* le Secrétaire général de faire de la collecte et du rassemblement de données sur les dépenses militaires communiquées par les Etats au moyen de l'instrument de publication un élément intégral de ses services statistiques normaux et de compiler et de publier ces données conformément aux méthodes en vigueur en matière de statistiques;

5. *Prie* le Secrétaire général d'entreprendre, avec le concours d'un groupe d'experts qualifiés⁷⁷ et avec la coopération volontaire des Etats, l'élaboration d'indices des prix et de parités de pouvoir d'achat en vue de comparaisons des dépenses militaires des Etats participants, cette tâche comprenant une étude de l'ensemble du problème qui porterait notamment sur les points suivants :

a) Détermination de la faisabilité de l'opération;

b) Conception du projet et de la méthodologie à employer;

c) Définition des types de données requis, tels que description des produits, prix et coefficients de pondération statistiques;

d) Elaboration d'indices des prix et de parités de pouvoir d'achat en vue de comparaisons des dépenses militaires;

6. *Prie* le Secrétaire général de déterminer dans quelle mesure les Etats sont disposés à participer à cette opération et de s'assurer leur coopération volontaire;

7. *Invite* les Etats Membres à participer à l'opération susmentionnée;

8. *Prie* le Secrétaire général de présenter des rapports d'activité à l'Assemblée générale lors de ses trente-huitième et trente-neuvième sessions et un rapport final à l'Assemblée lors de sa quarantième session;

9. *Prie également* le Secrétaire général de fournir au groupe d'experts l'aide et les services de secrétariat nécessaires;

10. *Prie en outre* le Secrétaire général de prendre les dispositions nécessaires pour que le rapport sur la réduction des budgets militaires soit reproduit en tant que publication des Nations Unies⁷⁶ et soit largement diffusé;

11. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-huitième session la question intitulée "Réduction des budgets militaires".

101^e séance plénière
13 décembre 1982

37/96. Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix

L'Assemblée générale,

Rappelant la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix, contenue dans sa résolution 2832 (XXVI) du 16 décembre 1971, et rappelant également ses résolutions 2992 (XXVII) du 15 décembre 1972, 3080 (XXVIII) du 6 décembre 1973, 3259 (XXIX) du 9 décembre 1974, 3468 (XXX) du 11 décembre 1975,

⁷⁷ Désigné ultérieurement Groupe d'experts sur la réduction des budgets militaires.

31/88 du 14 décembre 1976, 32/86 du 12 décembre 1977, S-10/2 du 30 juin 1978, 33/68 du 14 décembre 1978, 34/80 A et B du 11 décembre 1979, 35/150 du 12 décembre 1980 et 36/90 du 9 décembre 1981, ainsi que d'autres résolutions pertinentes,

Rappelant également que, dans le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale, il est déclaré que la création de zones de paix dans diverses régions du monde, dans des conditions appropriées, qui devront être clairement définies et librement arrêtées par les Etats concernés dans la zone, compte tenu des particularités de celle-ci et des principes de la Charte des Nations Unies, et en conformité avec le droit international, peut contribuer à renforcer la sécurité des Etats appartenant à ces zones, ainsi que, d'une manière générale, la paix et la sécurité internationales⁷⁸,

Rappelant en outre le rapport de la Réunion des Etats du littoral et de l'arrière-pays de l'océan Indien⁷⁹,

Réaffirmant sa conviction qu'une action concrète en vue d'atteindre les objectifs de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix contribuerait considérablement à renforcer la paix et la sécurité internationales,

Rappelant qu'elle a décidé à sa trente-quatrième session, dans sa résolution 34/80 B, de convoquer une Conférence sur l'océan Indien à Colombo en 1981,

Rappelant en outre qu'elle a décidé à sa trente-cinquième session, dans sa résolution 35/150, de n'épargner aucun effort, étant donné la situation politique et celle de la sécurité dans la région de l'océan Indien, notamment les événements récents, ainsi que les progrès accomplis dans l'harmonisation des positions, pour arrêter définitivement, conformément à ses méthodes de travail normales, tous les préparatifs de la Conférence, y compris la date à laquelle elle aurait lieu,

Rappelant l'échange de vues qui a eu lieu au Comité spécial de l'océan Indien en 1982⁸⁰ et notant qu'en dépit des progrès accomplis il reste encore un certain nombre de questions à résoudre,

Notant l'échange de vues sur le climat défavorable que la situation politique et celle de la sécurité créent dans la région⁸⁰,

Notant également que le Comité spécial n'a pas réussi à convenir de la date de convocation, en 1983, de la Conférence sur l'océan Indien à Colombo,

Convaincue que le maintien de la présence militaire des grandes puissances dans la région de l'océan Indien, conçue dans le contexte de leur rivalité, rend urgente la nécessité de prendre des mesures pratiques pour atteindre rapidement les objectifs de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix,

Considérant que toute autre présence militaire étrangère dans cette région, lorsqu'elle va à l'encontre des objectifs de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix et des buts et principes de la Charte, rend encore plus urgente la nécessité de prendre des

mesures pratiques pour atteindre rapidement les objectifs de la Déclaration,

Considérant également que la création d'une zone de paix dans l'océan Indien nécessite la participation active des Etats du littoral et de l'arrière-pays, des membres permanents du Conseil de sécurité et des principaux usagers maritimes, et leur pleine coopération mutuelle, afin de garantir des conditions de paix et de sécurité fondées sur les buts et principes de la Charte, ainsi que sur les principes généraux du droit international,

Considérant en outre que la création d'une zone de paix nécessite une coopération et une entente entre les Etats de la région, afin de garantir dans la région les conditions de paix et de sécurité envisagées dans la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix, ainsi que le respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats du littoral et de l'arrière-pays,

Demandant que des efforts véritablement constructifs soient de nouveau entrepris, avec la volonté politique nécessaire pour atteindre les objectifs de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix,

Profondément préoccupée par le danger inhérent aux événements graves et lourds de menaces survenus dans la région et par la profonde détérioration de la paix, de la sécurité et de la stabilité qui en est résultée, qui affectent tout particulièrement les Etats du littoral et de l'arrière-pays, ainsi que la paix et la sécurité internationales,

Convaincue que la détérioration continue de la situation politique et de celle de la sécurité dans la région de l'océan Indien est une considération importante qui milite en faveur de la convocation rapide de la Conférence et que le relâchement des tensions dans la région augmenterait les chances de succès de la Conférence,

1. *Prend acte* du rapport du Comité spécial de l'océan Indien⁸¹ et de l'échange de vues qui a eu lieu au Comité;

2. *Regrette* que le Comité spécial ne soit pas parvenu à un consensus sur le choix définitif de la date de convocation, en 1983, de la Conférence sur l'océan Indien et prend note des vues exprimées quant à la nécessité de convoquer la Conférence au cours du premier semestre de 1984;

3. *Insiste* sur sa décision de convoquer la Conférence sur l'océan Indien à Colombo, estimant qu'il s'agit là d'une mesure nécessaire à l'application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix, adoptée en 1971;

4. *Insiste également*, en application de cette décision et compte tenu de la situation sur le plan politique et sur le plan de la sécurité dans la région de l'océan Indien, sur sa décision de prier le Comité spécial de poursuivre ses efforts en vue d'assurer l'harmonisation nécessaire des positions sur les questions restant à régler en ce qui concerne la convocation de la Conférence;

5. *Prie* le Comité spécial de poursuivre ses travaux concernant l'harmonisation nécessaire des positions sur les questions pertinentes, dont celles mentionnées

⁷⁸ Résolution S-10/2, par. 64.

⁷⁹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-quatrième session, Supplément n° 45 (A/34/45 et Corr.1).

⁸⁰ *Ibid.*, trente-septième session, Supplément n° 29 (A/37/29), par. 6.

⁸¹ *Ibid.*, Supplément n° 29 (A/37/29).

au paragraphe 4 ci-dessus, et de n'épargner aucun effort pour exécuter les travaux qu'exige la préparation de la Conférence, y compris l'examen de sa convocation avant la fin du premier semestre de 1984;

6. *Renouvelle* le mandat du Comité spécial, tel qu'il a été défini dans les résolutions pertinentes;

7. *Prie* le Comité spécial de tenir, en 1983, trois nouvelles sessions d'une durée de deux semaines chacune et d'envisager la possibilité de tenir une quatrième session, selon les besoins;

8. *Prie* le Président du Comité spécial de poursuivre ses consultations sur la question de la participation aux travaux du Comité d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui ne sont pas membres du Comité, dans le but de résoudre cette question aussi rapidement que possible;

9. *Prie* le Comité spécial de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trente-huitième session, un rapport complet sur l'application de la présente résolution;

10. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir au Comité spécial toute l'assistance nécessaire, y compris les services voulus pour l'établissement de comptes rendus analytiques.

101^e séance plénière
13 décembre 1982

37/97. Conférence mondiale du désarmement

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 2833 (XXVI) du 16 décembre 1971, 2930 (XXVII) du 29 novembre 1972, 3183 (XXVIII) du 18 décembre 1973, 3260 (XXIX) du 9 décembre 1974, 3469 (XXX) du 11 décembre 1975, 31/190 du 21 décembre 1976, 32/89 du 12 décembre 1977, 33/69 du 14 décembre 1978, 34/81 du 11 décembre 1979, 35/151 du 12 décembre 1980 et 36/91 du 9 décembre 1981,

Réaffirmant sa conviction que le succès des négociations sur le désarmement présente un intérêt vital pour tous les peuples du monde et que tous les Etats devraient être à même de contribuer à l'adoption de mesures tendant à la réalisation de cet objectif,

Soulignant à nouveau sa conviction qu'une conférence mondiale du désarmement, bien préparée et convoquée en temps opportun, pourrait permettre la réalisation de cet objectif et que le concours de toutes les puissances dotées d'armes nucléaires faciliterait grandement cette réalisation,

Prenant acte du rapport du Comité *ad hoc* pour la Conférence mondiale du désarmement⁸²,

Rappelant qu'au paragraphe 122 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale⁸³, première session extraordinaire consacrée au désarmement, elle a décidé qu'une conférence

mondiale sur le désarmement, à participation universelle et préparée de manière adéquate, devrait être convoquée aussitôt que cela serait opportun,

Rappelant également qu'au paragraphe 23 de la Déclaration faisant des années 1980 la deuxième Décennie du désarmement, figurant en annexe à sa résolution 35/46 du 3 décembre 1980, elle a jugé bon également de rappeler que, au paragraphe 122 du Document final de sa dixième session extraordinaire, elle avait déclaré qu'une conférence mondiale sur le désarmement, à participation universelle et préparée de manière adéquate, devrait être convoquée aussitôt que cela serait opportun,

Rappelant en outre que, bien que l'Assemblée générale, à sa douzième session extraordinaire, deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, n'ait pas formulé de recommandations sur la question d'une conférence mondiale du désarmement, la Commission spéciale de la douzième session extraordinaire, dans son rapport à l'Assemblée, a recommandé que les questions sur lesquelles l'Assemblée n'avait pas pris de décision à sa session extraordinaire soient inscrites à l'ordre du jour de sa trente-septième session pour qu'elle en poursuive l'examen⁸⁴,

1. *Note avec satisfaction* que, dans son rapport à l'Assemblée générale, le Comité *ad hoc* pour la Conférence mondiale du désarmement a déclaré, notamment, ce qui suit :

« Etant donné qu'il importe beaucoup qu'une conférence mondiale du désarmement soit convoquée à un moment opportun dès que possible, avec une participation universelle et après une préparation adéquate, l'Assemblée générale devrait, conformément au paragraphe 64 du rapport de la Commission spéciale de la douzième session extraordinaire, reprendre l'examen de la question à sa trente-septième session ordinaire, compte tenu des dispositions pertinentes de la résolution 36/91, adoptée par consensus, en particulier du paragraphe 1 de ladite résolution »⁸⁵;

2. *Renouvelle* le mandat du Comité *ad hoc*;

3. *Prie* le Comité *ad hoc* de maintenir un contact étroit avec les représentants des Etats dotés d'armes nucléaires afin de rester toujours informé de leurs positions, ainsi qu'avec tous les autres Etats, et d'examiner toutes les propositions et observations pertinentes qui pourraient lui être faites, en ayant particulièrement à l'esprit le paragraphe 122 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale;

4. *Prie* le Comité *ad hoc* de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa trente-huitième session;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-huitième session la question intitulée « Conférence mondiale du désarmement ».

101^e séance plénière
13 décembre 1982

⁸⁴ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, douzième session extraordinaire, Annexes, points 9, 10, 11, 12 et 13 de l'ordre du jour, document A/S-12/32, par. 64.

⁸⁵ *Ibid.*, trente-septième session, Supplément n° 28 (A/37/28), par. 17.

⁸² *Ibid.*, Supplément n° 28 (A/37/28).

⁸³ Résolution S-10/2.